

# Ensemble des cas régionaux pour 2024-2025

## Coupe éthique du Canada

Octobre 2024

Traduit par : Université de Saint-Boniface



## Table des matières

Cas 1   Créer la première génération sans tabac	1
Cas 2   Les soins de santé doivent-ils être adaptés à la culture ?	3
Cas 3   Lutter pour la paix	5
Cas 4   Le grand sauvetage canadien de la pomme de terre	7
Cas 5   La punition collective	9
Cas 6   Devoirs envers les parents	11
Cas 7   Satire, mèmes et discours démocratique	13
Cas 8   Le vote chez les jeunes	15
Cas 9   Loisirs et travail	17
Cas 10   Ces personnes ne sont tout simplement pas de mon genre	19

### Note aux entraîneurs et entraîneuses et aux élèves

Cet ensemble de cas est le fruit du travail collectif du comité d'élaboration des cas de la Coupe éthique du Canada. Nous espérons que ces cas donneront lieu à des pistes de recherche motivantes et à des discussions critiques et fructueuses.

Pour votre préparation aux compétitions régionales, sachez que la modératrice ou le modérateur posera une question pour chaque cas. Cette question sera souvent différente des questions proposées pour la discussion.

Nous encourageons les participants à nous faire part de leurs commentaires sur les cas et à proposer de nouvelles idées de cas ! Veuillez adresser vos commentaires à Cem Erkli ([cemerkli@ethicsbowl.ca](mailto:cemerkli@ethicsbowl.ca)).

### Paires de cas

Le comité d'élaboration des cas recommande les paires de cas indiquées ci-dessous. Les organisateurs d'épreuves régionales peuvent choisir d'autres combinaisons à leur gré.

**Première ronde : Cas 1 et 2**

**Deuxième ronde : Cas 3 et 4**

**Troisième ronde : Cas 5 et 6**

**Quatrième ronde : Cas 7 et 8**

**Cinquième ronde : Cas 9 et 10**

### Comité d'élaboration des cas régionaux pour 2024-2025

Anastasia Anderson, Lauren Bialystok, Michael Bodnar, Cem Erkli, Marc Kruse, Helen Han Wei Luo, John Milloy, Emily Muller, Debra Radi et Sophia Whicher.

*Nous remercions* : Nova Martin, Marit Stokke et Avontay Williams.

## Cas 1 | Créer la première génération sans tabac

Le gouvernement britannique a annoncé son intention de créer la première « génération sans tabac » au monde. La proposition empêcherait toute personne née après le 1<sup>er</sup> janvier 2009 d'acheter des cigarettes ou d'autres produits du tabac, même à l'âge adulte. Les fumeurs plus âgés pourraient encore acheter du tabac, mais cette jeune génération et toutes les générations suivantes ne pourraient plus jamais acheter de produits du tabac, quel que soit leur âge.

Les partisans de la législation estiment que la meilleure façon de lutter contre le tabagisme est d'empêcher les non-fumeurs de commencer à fumer. Si l'on empêchait la prochaine génération d'acheter légalement ces produits, ces jeunes seraient vraisemblablement moins enclins à commencer à fumer. Il en résulterait une réduction significative des maladies, des décès prématurés et des coûts liés aux soins de santé.

Les opposants soulignent le caractère arbitraire de la proposition : une personne née le 31 décembre 2008 serait autorisée à acheter des cigarettes lorsqu'elle deviendrait adulte, tandis que celles qui sont nées le lendemain se verraient interdire l'achat de cigarettes à vie. Beaucoup de gens pensent qu'une telle loi serait inapplicable, qu'elle créerait un marché noir pour les cigarettes et qu'elle entraînerait une énorme perte de recettes fiscales pour le gouvernement.

Il y a aussi la question de l'ingérence de l'État dans notre vie privée. Nous sommes nombreux à prendre régulièrement des décisions personnelles malsaines — qu'il s'agisse de la restauration rapide, d'un sommeil irrégulier ou d'un mode de vie sédentaire — sans s'attendre à ce que le gouvernement intervienne. Quelle est la différence ?

## Cas 1 | Créer la première génération sans tabac

### Matière à discussion

1. Le gouvernement a-t-il le droit d'interdire à un groupe d'adultes d'acheter une substance tout en laissant à un autre groupe la liberté de choisir ? Pourquoi ne pas interdire les produits du tabac à tout le monde ?
2. Dans quelle mesure le gouvernement devrait-il essayer d'empêcher les gens de faire des choix malsains ? Le danger de la fumée secondaire rend-il le tabac différent ?
3. L'arrivée attendue d'un marché noir devrait-elle dissuader les législateurs de prendre des mesures nécessaires ? L'existence d'une loi, même si elle est ignorée, apporte-t-elle un avantage à la collectivité ?
4. Est-il approprié que les gouvernements perçoivent d'importantes recettes fiscales grâce à la vente d'un produit qu'ils considèrent officiellement comme mortel ?

### Lecture d'approfondissement

« 20 ans de décriminalisation des drogues au Portugal : quelles leçons en tirer ? » Marie Nougier. Consortium international sur les politiques des drogues. 13 janvier 2022.

<https://idpc.net/fr/news/2022/01/20-ans-de-decriminalisation-des-drogues-au-portugal-queelles-lecons-en-tirer>

« La tendance des «galaxy gas». » Frédéric Labelle. 98.5fm. 1 octobre 2024.

<https://www.985fm.ca/audio/651027/ca-a-la-cote-aupres-des-jeunes-c-est-hyper-preoccupant>.

« Après le tabagisme passif, ne sous-estimez pas le vapotage passif. » Renee Bittoun. La Conversation. 7 mars 2023.

<https://theconversation.com/apres-le-tabagisme-passif-ne-sous-estimez-pas-le-vapotage-passif-201274>

## Cas 2 | Les soins de santé doivent-ils être adaptés à la culture ?

Les soins adaptés à la culture constituent une approche en soins de santé qui vise à respecter le vécu unique de chaque patient ou patiente en reconnaissant, au cours du traitement médical, l'incidence de la culture sur les croyances, les valeurs, les coutumes et le mode de vie d'une personne. Cette pratique repose sur l'hypothèse que les gens ont une conception différente de ce qui constitue des soins médicaux appropriés et qu'ils sont donc mieux servis lorsqu'ils peuvent s'appuyer sur leurs propres traditions culturelles pendant le traitement. Si certaines méthodes semblent bénignes et peut-être même nécessaires d'un point de vue pratique (comme fournir des renseignements dans la langue maternelle des patients, aménager des espaces de prière dans les cliniques et offrir des aliments culturellement familiers dans les hôpitaux), d'autres pratiques, comme encourager l'utilisation de remèdes traditionnels parallèlement aux traitements conventionnels, semblent plus controversées d'un point de vue moral. Ce problème est d'autant plus important lorsque le consensus médical veut que certains de ces remèdes n'aient aucun effet positif et qu'ils soient même parfois nocifs, comme c'est le cas de certains traitements naturopathiques ou homéopathiques.

Dans certains cas, l'attitude des fournisseurs de soins à l'égard des convictions sincères du patient ou de la patiente peut avoir un effet sérieux sur son désir de suivre un traitement et sur son expérience des soins médicaux. Si un médecin déconseille catégoriquement à une patiente de prendre un remède traditionnel à base de plantes, celle-ci risque d'être sceptique, de ne pas tenir compte des conseils qui lui sont prodigués et de renoncer à la prescription, ce qui pourrait la pousser davantage vers la médecine alternative. En revanche, si le médecin encourage cette pratique, la personne traitée peut en conclure que la prescription est superflue et se fier entièrement au remède à base de plantes. Dans un tel cas, la reconnaissance de ses pratiques culturelles, qui sont profondément ancrées, peut être interprétée à tort comme une approbation de ces pratiques par le fournisseur de soins.

Or, les patients appartenant à des communautés marginalisées ont parfois de bonnes raisons de se méfier des soins médicaux traditionnels. Des injustices structurelles de longue date ont entraîné des disparités de traitement pour les personnes faisant partie des minorités qui, par le passé, ont souvent été négligées, fait l'objet de préjugés, reçu de mauvais diagnostics et même été soumises contre leur gré à des procédures non désirées ou nuisibles. En effet, les patients qui résistent aux traitements médicaux classiques n'ont pas toujours des croyances religieuses, culturelles ou idéologiques qui diffèrent radicalement du consensus scientifique courant. Au contraire, les patients qui recourent à des solutions enracinées dans leur culture peuvent parfois le faire parce qu'ils ont vécu de la discrimination ou un traitement inéquitable au sein du système médical traditionnel.

Ainsi, lorsque la confiance entre les patients et les médecins a un effet sur la réussite des soins prodigués, il est d'une importance capitale que les patients perçoivent chez les médecins une ouverture face à leurs croyances actuelles. Mais dans la mesure où le consensus médical et le remède culturel sont souvent incompatibles, les médecins sont confrontés à un dilemme lorsqu'ils doivent déterminer les limites de leur devoir. Même en tenant compte des lacunes dans leurs propres connaissances, les médecins peuvent-ils, en toute bonne foi, accepter qu'une patiente ou un patient suive un traitement qu'ils estiment nocif ?

## Cas 2 | Les soins de santé doivent-ils être adaptés à la culture ?

### Matière à discussion

1. Les fournisseurs de soins de santé ont-ils l'obligation de corriger les patients sur leurs croyances ou est-ce que le devoir de diligence ne s'applique que s'il est établi que le remède en question est nocif ?
2. Les soins adaptés à la culture sont-ils différents en santé mentale comparativement aux autres types de soins de santé ? Ses questions d'éthique sont-elles différentes ?
3. Supposons qu'un patient croit que des esprits malveillants sont à l'origine de son épilepsie. Sa médecin prescrit un traitement médical classique et le patient se soumet également à un rituel traditionnel. Si le patient est guéri et qu'il attribue sa guérison au rituel, s'agit-il d'un mauvais résultat ? Comment la médecin doit-elle réagir ?
4. Le phénomène de méfiance à l'égard du système de santé doit-il influencer le jugement des médecins sur les traitements médicaux ?

### Ressources supplémentaires

« Médecines complémentaires et parallèles : quels sont les enjeux médico-légaux? » L'Association canadienne de protection médicale. Décembre 2021.

<https://www.cmpa-acpm.ca/fr/advice-publications/browse-articles/2021/alternative-medicine-what-are-the-medico-legal-concerns>

« Y a-t-il eu une intégration de la médecine traditionnelle pour les personnes qui le souhaitent? » Partenariat canadien contre le cancer.

<https://www.partnershipagainstcancer.ca/fr/cancer-strategy/strategic-priorities/priorities-and-indicators/traditional-medicine/>

« L'OMS organise le premier sommet mondial de haut niveau sur la médecine traditionnelle afin d'examiner la base de connaissances et les possibilités d'accélérer la santé pour tous. » Organisation mondiale de la santé. 10 août 2023.

<https://www.who.int/fr/news/item/10-08-2023-who-convenes-first-high-level-global-summit-on-traditional-medicine-to-explore-evidence-base--opportunities-to-accelerate-health-for-all>

### Cas 3 | Lutter pour la paix

Le pacifisme est une étiquette qui regroupe un éventail de positions antiviolence. L'engagement en faveur de la paix trouve ses racines dans de nombreuses traditions intellectuelles, religieuses et spirituelles qui se recoupent. Le pacifisme est généralement un point de vue minoritaire et contreculturel, défendu par des activistes, des critiques sociaux et des objecteurs de conscience qui cherchent à incarner la non-violence et à résister aux puissants courants de violence, de militarisme et de domination largement acceptés par les autres. Qu'il s'agisse du droit à l'autodéfense en cas de menace ou de la justification de la violence politique, les pacifistes nous incitent généralement à reconsidérer de manière critique la mesure et la fréquence dont nous nous donnons la permission éthique de recourir à la force et à la domination pour parvenir à nos fins. Quel rôle joue le pacifisme dans nos discussions actuelles sur la violence, la guerre et l'intégrité morale ?

Les pacifistes absolus condamnent entièrement le meurtre et la guerre, sans exception. Les pacifistes conditionnels, en revanche, ont pour objectif général de limiter le recours « légitime » à la violence, souvent à des circonstances tout à fait exceptionnelles. Les arguments des pacifistes peuvent s'appuyer sur le devoir essentiel de protéger les innocentes victimes d'un conflit, à chaque occasion possible. Si les dommages collatéraux (destruction involontaire, blessés, etc.) sont interdits, il en va de même pour une grande partie des guerres. Or les défenseurs des interventions militaires humanitaires visent eux aussi la protection des civils. Ils pourraient accuser les pacifistes de vouloir « s'en laver les mains » tout en laissant à d'autres le soin de résister aux despotes et à l'injustice. Un pacifiste pourrait répondre que s'engager pour la paix ne signifie pas qu'on doive éviter passivement les conflits, mais plutôt qu'il faut s'engager de façon sérieuse dans des stratégies à long terme nécessitant travail, courage et sacrifice. Comment envisager les avantages et les risques de la promotion de la paix ou de la non-violence lorsqu'il n'existe aucune raison valable de croire que l'ennemi s'abstiendra de recourir à la force ?

Le pacifisme peut également se fonder sur un scepticisme philosophique quant aux motivations, aux effets et aux justifications habituels de la violence. Les puissances existantes ou le complexe militaro-industriel pourraient ne pas être dignes de confiance et pourraient même chercher à se battre pour le profit ou la gloire, ce qui pourrait fausser nos réponses aux conflits. Sommes-nous bien certains de devoir recourir à la violence ou à des menaces crédibles de violence pour maintenir l'ordre, que ce soit dans les rues ou dans le monde ? Quelles expériences pertinentes ou possibles nous permettraient de déterminer si la violence est nécessaire ?

### Cas 3 | Lutter pour la paix

#### Matière à discussion

1. Compte tenu de la nature humaine et de l'histoire, un monde sans guerre est-il même concevable ?
2. Dans quelles circonstances pourriez-vous tuer en invoquant la légitime défense ? Quels principes ou considérations justifient votre choix ?
3. La paix peut nécessiter une transformation culturelle des attitudes et tendances courantes face à la violence. Qui est en mesure d'amorcer ce changement ou une réflexion à ce sujet ?

#### Ressources supplémentaires

« Comment les jeunes peuvent-ils devenir acteurs de paix ? » UNESCO. 8 novembre 2023.

<https://www.unesco.org/fr/articles/comment-les-jeunes-peuvent-ils-devenir-acteurs-de-paix>

« Les activistes de la paix. » Musée canadienne de la guerre.

<https://www.museedelaguerre.ca/premiereguerremondiale/histoire/la-vie-au-pays-pendant-la-guerre/voix-pour-la-paix/les-activistes-de-la-paix>

« Quatre philosophies du pacifisme. » Marius Chambrun. Philosophie magazine. 18 mars 2022.

<https://www.philomag.com/articles/quatre-philosophies-du-pacifisme>

#### Cas 4 | Le grand sauvetage canadien de la pomme de terre

Le gaspillage alimentaire contribue à l'insécurité alimentaire, coûte énormément d'argent et augmente les émissions de gaz à effet de serre. Outre ses effets néfastes, nous sommes tous d'accord pour dire qu'il est contraire à l'éthique de gaspiller de la nourriture, alors que d'autres ne mangent pas à leur faim. Pourtant, nous gaspillons de la nourriture en permanence pour diverses raisons, qu'il s'agisse des déchets ménagers dus à la détérioration ou de la nourriture gaspillée pendant sa distribution ou production inefficace. Il est toutefois très difficile de mettre fin au gaspillage alimentaire. En 2023, un agriculteur manitobain a découvert qu'il disposait d'un surplus de plus de 10 millions de livres de pommes de terre. Il a fallu des dizaines de milliers de dollars et une armée de bénévoles pour distribuer les pommes de terre aux soupes populaires et aux refuges dans toute l'Amérique du Nord, dans le cadre d'une opération que la CBC a baptisée « le grand sauvetage canadien de la pomme de terre ». Si la lutte contre le gaspillage alimentaire dans une seule exploitation agricole nécessite autant de fonds et de coordination, comment pouvons-nous raisonnablement espérer réduire le gaspillage alimentaire ?

Toute solution proposée pour lutter contre le gaspillage alimentaire doit tenir compte des coûts engendrés. L'une des façons d'avoir un effet important à moindre coût est de changer notre culture de consommation. La plupart d'entre nous ont l'habitude d'avoir un grand choix d'aliments disponibles au supermarché, mais cette abondance de choix contribue de façon importante au gaspillage alimentaire. Les Nord-Américains des grandes villes sont aussi généralement sélectifs sur ce qui est considéré comme étant de la nourriture : par exemple, on estime que les organes internes sont un sous-produit de la transformation de la viande alors que de nombreuses cultures à travers le monde les voient comme des spécialités culinaires. Compte tenu de l'effet énorme que cela pourrait avoir sur nos systèmes alimentaires, devrions-nous individuellement avoir la responsabilité de changer nos attitudes et nos comportements en matière d'alimentation ?

Le Canada s'est engagé à réduire considérablement le gaspillage alimentaire, et pour de bonnes raisons : au moins un enfant sur six au pays est actuellement touché par l'insécurité alimentaire. Étant donné les conséquences du gaspillage alimentaire sur la population, les sociétés et l'environnement, à qui incombe la responsabilité d'adopter des mesures pour le prévenir ? Et quelles attentes serait-il raisonnable d'avoir pour les individus ? Devant l'ampleur de la coordination qu'exigent des projets tels que le « grand sauvetage canadien de la pomme de terre », l'effet des changements à l'échelle individuelle est-il négligeable ?

## Cas 4 | Le grand sauvetage canadien de la pomme de terre

### Matière à discussion

1. Devons-nous aborder les questions d'éthique liées au gaspillage alimentaire d'une perspective anthropocentrique, soit en réponse à l'insécurité alimentaire dans nos communautés, ou d'une perspective écocentrique, soit en s'attaquant aux effets de ce gaspillage sur l'environnement dans son ensemble ?
2. Pourrions-nous développer des opérations de bénévolat de grande envergure, comme celle du grand sauvetage, afin d'utiliser les excédents alimentaires de façon plus systématique pour nourrir les gens ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
3. Quels changements devrions-nous tâcher d'apporter à nos connaissances ou à nos attitudes afin d'améliorer notre capacité collective à répondre aux problèmes de gaspillage alimentaire ?

### Ressources supplémentaires

« Contre les pertes et le gaspillage de nourriture. Pour l'humanité. Pour la planète. » Nations Unies.

<https://www.un.org/fr/observances/end-food-waste-day>

« Un fermier manitobain fait don de millions de pommes de terre. » Radio-Canada.

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2073978/recolte-pommedeterre-don-isaiah-hofer>

Le gaspillage alimentaire à la maison. » J'aime manger pas gaspiller.

<https://lovefoodhatewaste.ca/fr/a-propos/le-gaspillage-alimentaire-au-canada/#>

## Cas 5 | La punition collective

Lors des Jeux olympiques d'été de 2024, les joueuses de l'équipe canadienne de soccer ont été lourdement sanctionnées en raison d'infractions commises par des entraîneurs qui espionnaient d'autres équipes ; trois membres de l'équipe d'entraîneurs ont également été suspendus pour un an. L'opinion publique était divisée à savoir si cette sanction était juste, étant donné que ce sont les joueuses qui ont souffert alors qu'elles n'ont pas participé à l'infraction et qu'elles n'en avaient peut-être même pas connaissance. Ne serait-il pas préférable de tenir les gens responsables de leur propre conduite et de leurs propres choix seulement ?

Au cours des dernières années, le Comité international olympique a imposé des interdictions afin de faire respecter les règles antidopage et de s'opposer aux violations des droits de la personne. De telles interdictions envoient un message fort voulant que les violations ne soient pas tolérées et que tous aient avantage à respecter et à faire respecter des règles communes. Or, ces interdictions font subir à de nombreux athlètes les conséquences de problèmes qu'ils ne peuvent ni superviser ni corriger. Les avantages de la punition collective compensent-ils le sentiment d'injustice qu'elle suscite souvent ?

Dans certains cas, les autorités peuvent menacer de punir tout un groupe de suspects afin d'identifier les vrais responsables afin qu'on leur attribue le blâme qui leur revient. Dans d'autres cas, cependant, des groupes entiers peuvent être tenus responsables des gestes de quelques membres reconnus, simplement par association. Dans quelles conditions les punitions qui touchent des parties qui n'ont rien à se reprocher sont-elles raisonnables ou nécessaires ?

Les punitions de groupe, comme imposer des pompes supplémentaires ou retirer des privilèges, incitent les membres d'une équipe à valoriser et à renforcer le respect mutuel des normes partagées. L'influence horizontale entre pairs peut permettre d'encourager le respect des règles par la communication, le modelage et le soutien.

À Poudlard, dans l'univers de Harry Potter, chaque élève peut recevoir ou perdre des points lorsqu'il ou elle excelle ou se comporte mal, et ses camarades sont eux aussi récompensés ou punis. Les lignes directrices sur la discipline militaire recommandent également l'utilisation stratégique de la discipline collective pour créer l'attente que les soldats doivent agir de concert, les préparant ainsi à assumer des responsabilités importantes. Dans quels contextes est-ce que notre intérêt à bien travailler ensemble justifie de façon convaincante qu'on mette de côté la responsabilité individuelle ?

## Cas 5 | La punition collective

### Matière à discussion

1. Quand est-il injuste de récompenser ou de punir tout un groupe pour les gestes de quelques personnes ?
2. Existe-t-il des options généralement meilleures que la punition collective pour assurer la discipline d'un groupe ?
3. Quels sont les risques ou les avantages du recours à la pression des pairs pour s'aider à éviter une punition partagée ?

### Ressources supplémentaires

« Scandale d'espionnage : est-ce l'équipe qui doit être punie ou les individus? » Marc Antoine Godin. Radio-Canada. 27 juillet 2024.

<https://ici.radio-canada.ca/jeux-olympiques/nouvelle/2092067/soccer-canada-fifa-equipe-individus>

« Le CIO suspend le comité olympique russe. » Julian Guyer, Coralie Febvre. La Presse. 12 octobre 2024.

<https://www.lapresse.ca/sports/jeux-olympiques/2023-10-12/le-cio-suspend-le-comite-olympique-russe.php>

## Cas 6 | Devoirs envers les parents

Est-il éthiquement approprié d'obliger une personne à prendre soin d'une autre ? Certains pensent que les enfants doivent quelque chose à leurs parents en raison des sacrifices et des efforts qu'ils ont faits pour les mettre au monde et les élever. Lorsque les enfants et les parents vieillissent, la charge des soins est souvent inversée. Les enfants adultes ont-ils le devoir d'honorer et de rembourser cette « dette » à leurs parents ? Le fait que nous ne participions pas volontairement à ces décisions importe-t-il ? Après tout, personne ne demande ni n'accepte de naître. De nombreuses traditions culturelles et spirituelles célèbrent le devoir d'offrir des soins à vie, mais nous ne présumons généralement pas que le respect de ces idéaux culturels constitue une obligation morale. Quand est-ce que nos rôles familiaux nous obligent à une responsabilité éthique ?

En 2010, un homme de la Colombie-Britannique s'est vu signifier des documents judiciaires lui demandant d'aider à soutenir sa mère vieillissante en vertu des lois de la province sur le devoir filial, rarement appliquées. Cependant, il n'avait pas vu sa mère depuis seize ans, soit depuis qu'il a été abandonné par ses parents à l'âge de quinze ans. Pouvons-nous mettre à exécution l'obligation d'offrir des soins de manière efficace et équitable ? Les enfants adultes ne sont pas tous en mesure d'apporter une aide financière et les parents ont des besoins différents. Toutes les familles ne restent pas proches et connectées. Que doit une personne qui a subvenu à ses besoins avec peu d'aide de ses parents ?

Lorsqu'on tente de fixer les responsabilités à l'égard des soins, il est important d'examiner les différentes façons de remplir ces obligations : soutien financier, temps et travail consacrés aux soins, respect, affection et considération. Le simple fait de faire un chèque pour annuler une dette — ou de demander à quelqu'un d'autre d'assumer un rôle d'aidant de cette même façon — n'est peut-être pas la seule façon d'offrir des soins et ce n'est peut-être pas suffisant. Peut-on devoir à quelqu'un de l'aimer ? L'exécution forcée des obligations filiales en matière de soins comporte-t-elle des risques ?

Même s'il est problématique en soi d'estimer que les devoirs envers les parents constituent une « dette », il est important de reconnaître le rôle de la piété, du devoir et des soins intergénérationnels dans la vie de bien des gens. En Amérique du Nord, de nombreux enfants adultes vivent plus longtemps avec leurs parents et, en Chine, une grande partie des aînés partagent leur foyer avec un enfant adulte. La façon dont nous choisissons de vivre avec nos enfants et parents, et de prendre soin d'eux, influence les normes économiques, sociales et éthiques de notre quotidien.

Si les enfants n'ont pas d'obligations particulières à l'égard du bien-être de leurs parents, alors qui est responsable de leur prise en charge ? Dans son exposé sur l'éthique japonaise du bushido, Inazō Nitobe explique que l'intérêt de la famille et de ses membres est une seule et même chose : plutôt que de reconnaître des intérêts distincts entre le père et le fils, on donne un sens à la vie en travaillant au bénéfice de toute la famille. Le fait de demander aux enfants de s'occuper de leurs parents constitue-t-il une atteinte à leur autonomie ou existe-t-il des arguments convaincants en faveur de l'obligation filiale ?

## Cas 6 | Devoirs envers les parents

### Matière à discussion

1. En quoi nos obligations envers nos parents diffèrent-elles de nos obligations envers nos amis ou nos frères et sœurs ?
2. Les enfants uniques sont-ils plus responsables des soins et du bien-être de leurs parents que les enfants ayant plusieurs frères et sœurs ?
3. Avons-nous échoué dans la création de cultures et d'institutions sociales qui soutiennent les personnes vieillissantes, de sorte que les enfants adultes se retrouvent dans une situation difficile qu'ils n'ont pas créée eux-mêmes ?

### Ressources supplémentaires

« La piété filiale notamment chez Confucius extraits du « Apprendre à philosopher avec Confucius » par Michèle Moioli. »  
Philons.org. <https://philons.org/la-piete-filiale-notamment-chez-confucius-michele-moioli/>

## Cas 7 | Satire, mèmes et discours démocratique

Les démocraties sont confrontées à une tension permanente entre les droits et le risque qu'une liberté d'expression sans restriction mette en danger la sécurité publique ou mine le discours politique. Ces tensions sont amplifiées lorsque nous explorons de nouveaux moyens pour transmettre de l'information ou en discuter, comme les mèmes partagés dans les médias sociaux. Les mèmes sont des unités d'information culturelle transmises d'une personne à une autre. À l'origine, les mèmes désignaient une variété de comportements ou de styles appris par imitation et porteurs d'une signification symbolique. Dans l'usage contemporain, les mèmes font référence à des œuvres d'humour visuel, généralement partagées au moyen des médias sociaux. Les mèmes créent-ils de nouveaux défis pour équilibrer la tension démocratique fondamentale entre la liberté d'expression et le risque social ?

Les mèmes sont issus d'une tradition satirique ; les bandes dessinées et les caricatures sont des incontournables de la vie publique démocratique. Cependant, l'humour politique des générations précédentes était généralement créé par des professionnels travaillant pour des agences de presse bien établies. Les mèmes, quant à eux, sont créés par un plus grand nombre d'acteurs œuvrant hors des canaux traditionnels. Les créateurs peuvent rester anonymes. Le caricaturiste traditionnel était probablement un artiste formé qui travaillait avec une équipe dans un studio, tandis qu'un mème peut être créé par quiconque possède un téléphone intelligent.

Les détracteurs de la « mèmification de la politique » craignent que ces expressions ne deviennent des armes pour attiser les antagonismes et diffuser de la désinformation. Les mèmes peuvent être conçus pour exploiter les peurs dans le seul but d'attirer l'attention. Les défenseurs de la satire peuvent faire valoir que l'humour politique s'attaque généralement au pouvoir, donnant des leçons d'humilité à nos dirigeants et nous aidant à éviter l'orgueil démesuré et l'hypocrisie. Dans les sociétés confrontées à la censure, les mèmes peuvent permettre au peuple d'exprimer la solidarité ou la dissidence. Les mèmes peuvent également permettre à un large éventail de créateurs de contenu de réagir rapidement et anonymement aux situations politiques en évolution.

L'exagération, la caricature et les blagues d'initiés contribuent à la fois à refléter et à façonner la culture politique. Reconnaissons-nous toujours la satire quand nous la voyons ? Le potentiel unique des mèmes à déformer ou à corrompre notre susceptibilité préoccupe les critiques. Les mèmes privilégient-ils l'humour qui cherche à attirer l'attention au détriment des possibilités de réflexion sobre et de vérification des faits ?

## Cas 7 | Satire, mèmes et discours démocratique

### Matière à discussion

1. Le contenu satirique en ligne devrait-il être limité au public d'un certain âge ou étiqueté afin qu'il ne soit pas confondu avec les « vraies nouvelles » ?
2. Les mèmes peuvent-ils être des outils efficaces pour les mouvements sociaux ?
3. Les risques posés par le contenu généré par l'IA et les vidéos hypertruquées donnent-ils plus de poids aux préoccupations des détracteurs des mèmes ?

### Ressources supplémentaires

« La caricature politique au Québec. » Maxime Coutié. Aujourd'hui l'histoire. Radio-Canada. 22 septembre 2022.

<https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/aujourd-hui-l-histoire/segments/entrevue/416083/caricature-politique-quebec>

« Les mèmes comme outil de communication politique. » Éric Ganon. Info-réveil. Radio-Canada. 13 septembre 2021.

<https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/info-reveil/segments/entrevue/371028/memes-simon-fitzbay>

## Cas 8 | Le vote chez les jeunes

Pourquoi les Canadiens obtiennent-ils actuellement le droit de vote à 18 ans ? Récemment, par exemple, l'âge du vote est passé de 20 à 18 ans au Japon, et de 18 à 16 ans en Autriche. Les deux pays ont connu des taux élevés de participation électorale chez les jeunes. Les partisans de l'abaissement de l'âge du vote soulignent que cela pourrait accroître la participation électorale à long terme en instaurant des habitudes de vote précoces. Ils affirment que les jeunes de 16 et 17 ans possèdent déjà, du moins en grande partie, les connaissances civiques, les compétences et les capacités cognitives nécessaires pour voter de manière responsable. Après tout, nombre d'entre eux conduisent, travaillent et paient déjà des impôts. Les adolescents s'intéressent souvent déjà à la politique et possèdent un grand intérêt pour les problèmes émergents, les perspectives sociales et le développement économique. L'abaissement de l'âge du vote pourrait faire avancer la marche historique vers la représentation démocratique. Une participation significative des jeunes aux élections pourrait aussi obliger les politiciens à répondre à leurs préoccupations spécifiques.

Lors de la Confédération du Canada en 1867, l'âge du droit de vote était fixé à 21 ans, comme c'était le cas dans la plupart des démocraties de l'époque. L'abaissement de l'âge du vote a déjà été essayé au Canada sous la pression des jeunes engagés dans le service militaire et la vie politique. On a finalement donné le droit de vote aux jeunes de 18 ans en 1970, dans le cadre d'un mouvement mondial.

Aujourd'hui, certains demandent que l'âge du droit de vote soit abaissé de nouveau. Les jeunes électeurs peuvent peut-être inverser le déclin de la participation démocratique. Abaisser l'âge du vote pourrait avoir un effet d'entraînement, les jeunes gens incitant leur famille et leur communauté à s'engager davantage à leurs côtés sur le plan civique.

Les critiques font valoir que les jeunes de 16 et 17 ans ne sont pas suffisamment prêts, informés, responsables ou matures pour se voir accorder le droit de vote. Nombre d'entre eux sont encore en train de développer les compétences cognitives et émotionnelles nécessaires à l'analyse politique et à la prise de décision. Ils manquent d'expérience dans le monde réel. De plus, le vote n'est qu'une des formes de participation et de pouvoir politiques. On devrait peut-être d'abord explorer d'autres formes d'expression et d'influence permettant aux jeunes de participer.

Selon vous, que devrait-on exiger des électeurs ? Un système qui privilégie le vote de ceux qui possèdent les connaissances et l'expertise — ce qu'on nomme épistocratie — pourrait-il conduire à un système démocratique plus efficace ? Le fait de permettre aux jeunes de 16 et 17 ans de voter entraînerait-il une différence significative pour la politique canadienne ou pour les jeunes ?

## Cas 8 | Le vote chez les jeunes

### Matière à discussion

1. Est-il légitime de craindre que les jeunes de moins de 18 ans ne soient pas assez matures pour voter ?
2. L'abaissement de l'âge du droit de vote modifierait-il notre approche en matière d'éducation civique ? Les jeunes ont-ils des questions à soulever sur le plan politique qui leur sont propres ?
3. Le but de cette discussion devrait-il être d'encourager des habitudes démocratiques saines ou de défendre le droit des jeunes à la participation politique ?

### Lecture d'approfondissement

« 10 ados déposent leur candidature aux élections provinciales. » Radio-Canada. 2 octobre 2024.

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2109155/vote-16-ans-fjfnb>

« Vancouver en faveur du droit de vote dès l'âge de 16 ans. » Radio-Canada. 25 juin 2021.

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1804473/vote-16-ans-vancouver-cb>

« Estimation du taux de participation selon le groupe d'âge et le genre à l'élection générale de 2021. » Marcello Barisonzi et Jessica Lachance. Elections Canada. 2021.

<https://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=rec/eval/pes2021/evt&document=index&lang=f>

« Les jeunes de 16 ans sont impliqués et devraient pouvoir voter, selon la Fédération de la jeunesse canadienne-française. » Radio-Canada. 22 juin 2020.

<https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/le-6-a-9/segments/entrevue/184735/politique-engagement-adolescent-mouvements-sociaux-reseaux-education-civique>

## Cas 9 | Loisirs et travail

« Que veux-tu faire quand tu seras grand ? » Vous avez sûrement déjà entendu cette question. Le type de travail que nous faisons, ou ce qui nous occupe constitue une grande partie de notre identité et de notre vie. On attribue souvent à l'économiste John Maynard Keynes la prédiction selon laquelle, en 2030, les gens travailleront 15 heures par semaine. En 2024, les Canadiens ont travaillé en moyenne 35,8 heures par semaine, ce qui représente une légère baisse par rapport aux décennies précédentes : nous sommes un peu plus proches de la semaine de travail de 15 heures qu'a prédit Keynes, mais pas de beaucoup. Le travail devrait-il jouer un rôle aussi central dans nos vies ?

Bien sûr, nous devons travailler pour gagner de l'argent et nous offrir les nécessités de la vie. Bien que le travail puisse parfois donner sens à notre vie et être une source d'épanouissement, il peut aussi nous enlever du temps qu'on aurait pu consacrer à des activités où la productivité n'est pas l'objectif principal. Si nous n'avions pas besoin de travailler pour nous procurer les biens de première nécessité et qu'on divisait nos activités en deux grandes catégories, le « travail » et les « loisirs », combien de temps devrions-nous consacrer au travail et aux loisirs pour avoir une « bonne vie » ?

Le « travail » se présente sous de nombreuses formes : l'exemple moderne typique du travail est l'emploi. Mais il est possible de travailler en dehors d'un emploi : par exemple, de nombreux étudiants travaillent à temps plein pour atteindre leurs objectifs scolaires, même si étudier n'est pas un emploi au même titre qu'enseigner. De plus, certaines activités sont laborieuses, mais ne sont pas toujours considérées comme du travail, comme élever un enfant, faire du bénévolat ou écrire le prochain grand roman canadien. Même si le travail est difficile à définir, on l'oppose souvent à des concepts comme le jeu (les activités dont le but principal est le divertissement) ou les loisirs (le temps libre où l'on n'a pas d'obligations).

Dans de nombreuses cultures, l'assiduité et le travail acharné sont considérés comme les signes d'une personne vertueuse. Aristote compare le fait de mener une vie vertueuse au travail d'un artisan, qui consacre beaucoup d'efforts à l'amélioration continue. Même dans les domaines de la vie en dehors du travail, nous pensons souvent qu'il est utile de travailler fort ou d'avoir « une bonne éthique de travail » : si vous apprenez une langue pour le plaisir ou si vous essayez de vous exprimer par la peinture, une approche méthodique vous aidera à atteindre vos objectifs.

D'un autre côté, de nombreux penseurs critiquent le fait que notre culture soit aussi axée sur le travail. Dans son célèbre essai intitulé « Éloge de l'oisiveté », Bertrand Russell déclare que si travailler est nécessaire à notre existence, il ne constitue pas l'un des objectifs de la vie humaine et nous devrions donc passer moins de temps à travailler et plus de temps à nous adonner aux loisirs. Certains penseurs modernes, comme Elizabeth Anderson et David Graeber, estiment pour leur part qu'une grande partie du travail effectué aujourd'hui est inutile, voire nuisible au bien-être des travailleurs.

Nous nous trouvons peut-être à un tournant de l'histoire où il faut donner plus de sens au travail des humains. Alors que notre société est à l'orée d'une nouvelle révolution potentielle du travail provoquée par l'IA, qui promet d'automatiser une grande partie du travail effectué aujourd'hui, nous devons nous interroger sur la place du travail dans notre vie. Quels types de travail devrions-nous essayer d'automatiser ? Quels sont les emplois que les humains exercent uniquement pour subvenir à leurs besoins et quels sont ceux qui donnent un sens à la vie humaine ?

## Cas 9 | Loisirs et travail

### Matière à discussion

1. Le travail acharné a-t-il une valeur intrinsèque ?
2. Comment déterminer la valeur des différents types de travail ? Devrions-nous payer des salaires pour des types de travail traditionnellement non reconnus, comme les travaux ménagers ou l'éducation des enfants ?
3. Quelle est la relation entre le travail et le loisir ? Le loisir est-il quelque chose que l'on gagne en travaillant ?
4. Est-il préférable de remplir son emploi du temps de devoirs et d'activités parascolaires ? Ou bien est-il préférable d'avoir peu de responsabilités ?
5. Vaut-il mieux automatiser notre travail ? Ce que nous faisons de ce nouveau temps libre est-il important ?

### Ressources supplémentaires

« Relire « Vers une civilisation du loisir ? ». » Michael Bourgate. Mondes sociaux. 22 janvier 2019.

<https://sms.hypotheses.org/18183>

« La théorie de la valeur selon David Graeber. » Marie Sorbier. Radio France. 21 décembre 2022.

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/affaire-en-cours/la-theorie-de-la-valeur-selon-david-graeber-1933822>

« Cinq raisons d'adopter la semaine de travail de quatre jours. » Jean-Nicolas Reyt. La Conversation. 3 septembre 2024.

<https://theconversation.com/cinq-raisons-dadopter-la-semaine-de-travail-de-quatre-jours-235748>

## Cas 10 | Ces personnes ne sont tout simplement pas de mon genre

La plupart d'entre nous ont des *connaissances* issues de divers milieux. Mais pensez à votre *groupe d'amis* : la plupart de vos amis viennent-ils d'un milieu semblable au vôtre ? Pensez-vous que ça a une importance ?

Nous recherchons tous des traits de caractère particuliers chez nos amis, nos partenaires et nos autres relations proches. Certains traits de caractère semblent universellement souhaitables dans tous les types de relations, comme la gentillesse et l'honnêteté. D'autres traits ont généralement plus d'importance dans certains types de relations : il importe sans doute peu que votre ami soit travailleur, mais il serait peut-être souhaitable que votre partenaire de laboratoire le soit. Il en est de même pour d'autres caractéristiques comme l'attrait physique ou le fait d'avoir des valeurs et des expériences similaires lorsqu'on cherche une ou un partenaire romantique. Ainsi, lorsqu'il s'agit de relations plus personnelles, comme en amour ou en amitié, quels sont les traits de caractère qui devraient entrer en ligne de compte dans le choix des personnes qui nous entourent ? Y a-t-il des traits dont nous devrions nous méfier ?

Prenons l'exemple de Julie. Julie est une élève du secondaire, blanche et aisée, qui est née et a grandi dans la ville où elle va à l'école. Lorsqu'on l'interroge sur la nature homogène de son groupe d'amis, Julie affirme qu'elle a trop peu en commun avec ses pairs qui n'ont pas grandi dans le même quartier riche qu'elle. Elle affirme qu'elle n'a pas décidé de l'endroit où elle a grandi ni des traits de caractère qui la motivent lorsqu'elle choisit ses amis. On pourrait penser qu'il y a quelque chose de discutable dans son choix d'amis. A-t-elle l'obligation morale de diversifier son groupe d'amis ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Prenons maintenant l'exemple de Nova. Nova n'a pas les mêmes privilèges que Julie. Elle est une immigrante et une personne de couleur qui est née et qui a grandi — jusqu'à récemment — à Riyad. Elle a l'impression que les gens comme Julie ne comprennent pas son expérience du monde et elle remarque qu'elle alterne entre différents codes pour mieux s'intégrer. Elle constate que parmi ses pairs blancs qui ne sont pas immigrants, elle doit soit cacher certaines parties d'elle, soit passer tout son temps à s'expliquer en utilisant un langage qui rend mal ses expériences. Elle ne peut pas *être*, tout simplement. Passer du temps avec des gens comme Julie est épuisant pour elle, c'est pourquoi elle s'efforce consciemment de prendre ses distances avec ses pairs blancs non immigrants et, comme Julie, elle se forme un groupe d'amis dont l'origine et les expériences sont semblables aux siennes. Y a-t-il une différence entre la situation de Nova et les obligations qui en découlent, et celle de Julie ?

Enfin, prenons l'exemple de Charles. Charles a un groupe d'amis très diversifié, mais dans ses relations amoureuses, il ne fréquente que des personnes issues d'une culture particulière et ayant une certaine morphologie, ce qu'il justifie en disant qu'elles sont de son « genre ». Bien que ses amis pensent que c'est un choix discutable, ils s'abstiennent de dire quoi que ce soit parce que contester les goûts de quelqu'un semble avoir des implications problématiques.

## Cas 10 | Ces personnes ne sont tout simplement pas de mon genre

### Matière à discussion

1. Est-il généralement préférable de diversifier son groupe d'amis ?
2. Qu'est-ce qui différencie Julie de Nova ? Julie a-t-elle l'obligation morale de diversifier son groupe d'amis ? Qu'en est-il de Nova ?
3. Avons-nous la responsabilité de nous interroger sur l'origine de nos goûts en matière d'attirance ?
4. Dans quels cas, s'il y en a, avons-nous la responsabilité de remettre en question nos préférences ? Julie, Nova et Charles ont-ils cette responsabilité ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

### Ressources supplémentaires

« La difficulté pour les étudiants étrangers à se lier d'amitié avec les étudiants canadiens. » Réseau d'information pour la réussite éducative. 05 avril 2017. <https://rire.ctreq.qc.ca/etudiants-etrangers/>